

Interview: Eric Ng Ping Cheun, économiste et directeur de PluriConseil



“Maurice connaîtra un boom économique d’ici 2010

* “ Une réduction du taux de la TVA aurait fait plus de mal que de bien”

* Démocratisation: “L’Etat doit contraindre les grandes entreprises à sous-traiter avec les PME”

Pour Eric Ng, économiste et directeur de PluriConseil, le budget de continuité a encore sa part sociale. Il en est de même pour le premier budget. Crise! Comment la résoudre sans une synergie? De l’intérieur et de l’extérieur découlent les solutions à toute crise. Reste à les mettre en route...

Mauritius Times: Le ministre des Finances soutient qu'il fallait passer par les mesures budgétaires contenues dans son premier budget afin de pouvoir proposer les mesures « faire la bouche doux » du second. Tente-t-il là de justifier les mesures impopulaires du premier budget ou y a-t-il une rationalité économique dans sa démarche ?

Eric Ng: Le premier budget était un budget de rupture, le deuxième un budget de continuité. Le budget 2006-07 avait rompu avec un système d'imposition qui était compliqué du point de vue de l'administration fiscale. Avec l'élimination des déductions et des exemptions fiscales, le régime de l'impôt sur le revenu est devenu plus simple, plus transparent et plus juste. Le seul hic reste l'imposition des *lump sums* obtenus sous les plans de retraite.

Aussi, l'introduction de la National Residential Property Tax (NRPT) est venue corriger une injustice fiscale où seuls les résidents urbains étaient sujets à une taxe immobilière municipale. Et encore que 90% des contribuables étaient susceptibles de ne pas payer cette taxe.

Dans le même esprit, il est de bon sens que le gouvernement rationalise la taxation des campements qui se situent sur les terres de l'Etat. Il n'a rien imposé, mais a raisonnablement proposé deux options aux propriétaires de ces campements : soit le statu quo jusqu'au terme du contrat avec des conditions qui ont été librement consenties, soit la vente au prix du marché. Le gouvernement doit pouvoir mettre ses terres au profit d'une infrastructure capable d'accueillir éventuellement 2 millions de touristes par an.

La rationalité de toute cette réforme fiscale consiste à imposer moins les revenus, donc à encourager l'effort et l'initiative individuels, mais à taxer davantage les actifs, qui sont des signes de richesse.

Ensuite, le gouvernement a fait adopter la *Business Facilitation Act* pour que la bureaucratie ne soit pas un obstacle à l'octroi de permis. L'application du principe de "Silent Agreement" est une mesure révolutionnaire qui rehausse l'attractivité de Maurice comme un centre d'investissement. Depuis, le pays a reçu pas mal d'investissements directs étrangers. L'ouverture est désormais un pilier de notre stratégie économique.

Les mesures économiques prises dans le budget 2006-07 étaient donc tout à fait rationnelles. Le budget 2007-08 a poussé cette rationalité plus loin. Il a accéléré la mise en oeuvre de l'impôt sur le revenu et de l'impôt sur les sociétés au taux plat de 15%. Il a apporté d'autres incitations aux investisseurs étrangers. Et il a étendu le principe de "Silent Agreement" au niveau des collectivités locales.

J'ai l'impression que beaucoup de gens n'ont pas encore saisi toute la portée de cette fiscalité très légère. Maurice est parmi les rares pays à avoir un taux unique

de 15% tant pour les particuliers que pour les entreprises. Même à Hong Kong, l'impôt sur les sociétés est à 17,5%, et il sera à 18% à Singapour l'année prochaine. Sachez que la moyenne des taux d'imposition pour les entreprises est de 30,1% parmi les pays de la région Asie-Pacifique, de 28% en Amérique latine et de 24,2% au sein de l'Union européenne. La moyenne mondiale est de 26,8%.

La baisse de nos taux d'imposition n'est pas une mesure prise pour favoriser les capitalistes. Des principaux secteurs comme la zone franche et l'hôtellerie étaient déjà sujets au taux de 15%. En fait, il est impérieux que le pays progresse vite en termes de mesures incitatives à l'investissement. Comme l'affirme le ministre des Finances, Rama Sithanen, dans son discours budgétaire, *"timeliness is of the essence"*.

Nous n'avons ni or ni pétrole. Nous ne pouvons qu'offrir des infrastructures et une fiscalité qui incitent les étrangers à venir investir chez nous. La simplicité de notre cadre fiscal constitue des atouts majeurs dans la promotion de notre pays.

Mais je crois que M. Sithanen a aussi voulu faire un pied de nez à Vishnu Lutchmeenaraidoo. Tout comme le secteur privé se souvient de ce dernier comme celui qui a baissé de moitié l'impôt sur les sociétés (de 66% à 35%), M. Sithanen s'est distingué en déclarant dans son discours du budget : *"In just one year I have halved the top personal income tax rate from 30 percent to 15 percent."*

De plus, tout comme la population se rappelle de M. Lutchmeenaraidoo comme celui qui a détaxé les magnétoscopes, M. Sithanen a montré qu'il peut en faire de même pour les appareils ménagers. Vous pouvez appeler cela "faire la bouche doux". Mais c'est une opportunité pour les "ti-dimounes" d'acheter ces équipements, et ça fait rouler le commerce.

Maintenant, on ne peut pas dire qu'il n'y avait pas du social dans le premier budget. Simplement, le social n'y était pas visible. Quand 71 989 familles, soit 140 000 Mauriciens, sont concernées par l'*Income Support*, c'est du social. Quand le gouvernement a dépensé Rs 315 millions sous l'Empowerment Programme, c'est encore du social. Et quand 36 600 contribuables ne paient plus d'impôts, soit un manque à gagner de Rs 400 millions pour l'Etat, c'est toujours du social.

Le deuxième budget a été conçu pour faire accepter la réforme économique par la population, car elle risquait de capoter sous une montagne de démagogie. Le grand argentier a apporté des ajustements bienvenus à la NRPT, a maintenu la distribution des pains dans les écoles primaires et a élaboré plusieurs mesures en faveur des groupes vulnérables, des jeunes défavorisés et des femmes au chômage. Même les victimes de la vente à la barre vont recevoir un soutien de l'Etat au coût de Rs 100 millions. Aussi, les critères d'éligibilité pour les subsides sur les frais d'examens du SC et du HSC resteront les mêmes en 2008. Et il est

bon de souligner que les subsides sur le riz et la farine n'ont jamais été enlevés mais orientés vers les plus démunis.

*** Si le second budget du ministre Sithanen relève effectivement d'une «early harvest », aurait-il pu faire baisser la TVA dès cette année-ci ?**

-- Je ne sais pas ce que signifie "*early harvest*". Est-ce à dire que les caisses de l'Etat sont remplies au point de lui permettre de distribuer des prébendes ? Or les revenus de l'Etat pour l'année 2007-08 seront constitués de dons et de prêts étrangers à hauteur de Rs 6 milliards. Si, par ce terme "*early harvest*", le ministre veut faire comprendre que la croissance économique est de retour (ce qui est tout à fait vrai), alors je dirais que c'est le secteur privé qui crée la croissance.

Bien sûr, le gouvernement actuel a établi les conditions de cette croissance. Mais le terme est si ambigu qu'il a suscité une polémique inutile. Pour être juste, il faut dire que c'est le précédent gouvernement qui a jeté les bases du Seafood Hub et du secteur Integrated Resorts Scheme (IRS). Pour sa part, le présent gouvernement a créé un environnement propice au succès de ces deux activités.

C'est tout comme dans les affaires. Un promoteur pose la première pierre d'un bâtiment commercial pour des bureaux. Cela ne suffit pas pour dire que son projet est un succès. Il lui faut développer une stratégie pour avoir des acheteurs ou des locataires, sans quoi son projet ne vaut rien.

Pour revenir à votre question, je répondrai que le ministre des Finances n'avait pas les moyens de baisser le taux de la taxe à la valeur ajoutée cette année. Même à 4,3% du produit intérieur brut, le déficit budgétaire est encore élevé. Il faut le ramener à 3%, ce taux représentant la norme internationale de la bonne gouvernance économique.

Ensuite, la baisse inattendue de l'impôt sur le revenu est déjà une manne pour la consommation individuelle. Une réduction du taux de la TVA aurait boosté celle-ci inutilement et aurait fait plus de mal que de bien : cela aurait creusé davantage le déficit commercial et, par conséquent, favorisé la dépréciation de la roupie, car 75% de nos consommations de produits sont importées.

*** Est-ce souhaitable et même envisageable de voir une baisse dans le taux de la TVA ?**

-- Oui, c'est souhaitable que le taux de la TVA baisse. L'île Maurice n'est pas un pays riche comme la France où la TVA est à 18%, voire plus. La TVA est une taxe pour les pays riches. Dans un pays en développement comme le nôtre, un taux de 15% est élevé. A Singapour, on a commencé à 3%, puis 5% et bientôt 8%. Chez nous, l'augmentation de 50% du taux de la TVA en l'espace d'une année a fait beaucoup de tort à la classe moyenne, avec des conséquences néfastes sur l'économie en général et le commerce en particulier.

Maintenant, il est vrai que la TVA représente une autre source de revenus avec la baisse inéluctable des droits de douane dans le droit fil des engagements pris auprès de l'Organisation mondiale du commerce. La libéralisation du commerce international est une bonne chose pour les consommateurs, car elle donne lieu à la compétition et fait baisser les prix.

Cela ne signifie pas pour autant que le taux de la TVA doit augmenter pour compenser le manque à gagner en termes de droits de douane. D'abord, les recettes de la TVA progressent avec la croissance de l'économie : elles se sont accrues de Rs 5,8 milliards sur les quatre dernières années. Ensuite, il existe d'autres moyens de prélever des impôts, comme la NRPT et les taxes de solidarité. Il y a là un enjeu de justice sociale...

Je pense que le gouvernement devrait être en mesure de baisser le taux de la TVA en 2009. La croissance économique l'aidera dans ce sens, et le poids du déficit budgétaire et de la dette publique diminueront d'ici là. Mais il existe une autre condition qui est du ressort de la Banque de Maurice (BoM) : la maîtrise de l'inflation.

Il faut savoir que le prochain rapport du Pay Research Bureau sera publié et sans doute rendu effectif en 2008. Il y aura une forte injection de la masse salariale dans le circuit monétaire. L'inflation par la demande sera forte, et si elle n'est pas contrôlée, elle sera davantage entretenue par une baisse de la TVA.

*** La décision du Monetary Policy Committee de la Banque de Maurice de relever le Repo Rate à 9,25% a été diversement accueilli par les opérateurs économiques. Alors que certains soutiennent qu'il faut tout faire pour contenir l'inflation, l'économiste George Chung Tick Kan est d'avis qu'il existe d'autres moyens de le combattre que par le seul levier monétaire. Qu'en pensez-vous ?**

-- Lors d'une conférence sur le budget 2007-08, le ministre des Finances a admis que *"interest rate is a powerful tool to combat inflation"*. L'inflation est toujours et partout un phénomène monétaire. Elle est le résultat d'une croissance plus rapide de la masse monétaire par rapport à la production réelle de l'économie.

Or le taux d'intérêt est le seul instrument disponible pour ralentir la création monétaire. Celle-ci est causée par les crédits bancaires : les prêts font des dépôts qui font des prêts, qui eux-mêmes font des dépôts, et ainsi de suite, d'où une croissance exponentielle de la masse monétaire.

On parle de productivité comme un moyen pour combattre l'inflation. Si tant est qu'elle se traduise en une hausse des salaires, la productivité est un moyen pour surmonter l'inflation, pas pour la combattre. C'est sur les causes de l'inflation qu'il faut agir.

*** D'autre part, les opérateurs économiques considèrent le taux d'intérêt à l'emprunt comme étant trop élevé et ils se disent, compte tenu de l'endettement des entreprises, préoccupés par toute nouvelle augmentation dans le sillage de la hausse du Repo Rate. Est-ce soutenable au vu de la présente conjoncture économique ?**

-- Oui, c'est soutenable. Il faut regarder les conditions d'investissement dans son ensemble. Chez nous, le plus grand obstacle à l'investissement, c'est la bureaucratie dans l'administration publique. La bureaucratie représente un coût, ne serait-ce qu'en termes de pertes de temps. Or le cadre des affaires s'est beaucoup amélioré.

Et puis, en une année, l'impôt sur les sociétés passe de 25% à 15%. Les entreprises peuvent très bien réinvestir une bonne part de leurs profits. Elle réduiront ainsi la proportion des prêts dans le financement des projets.

Je ne vois aucun problème au niveau de l'investissement. Regardons l'évolution des taux de croissance réelle de l'investissement privé dans la comptabilité nationale : +0,5% en 2000, +0,1% en 2001, -0,6% en 2002, -1,8% en 2003, +16,3% en 2004, -0,3% en 2005, +15,4% en 2006 et +8,1% en 2007. Donc, l'investissement privé connaît une croissance réelle de 24,7% sur deux ans (2006 et 2007) après avoir progressé de seulement 14% sur six ans (1999 à 2005).

Si une entreprise continue de s'endetter, c'est qu'elle n'arrive pas à rembourser ses prêts convenablement, et cela s'explique par le fait qu'elle a mal calculé ses investissements. Il est immoral de faire porter les mauvais calculs d'investissement sur le dos des épargnants et des ménages.

*** Le Gouverneur de la Banque de Maurice a lancé un appel aux banques dans ce contexte, à quoi la Mauritius Bankers Association a précisé qu'il appartient à chaque institution de prendre toute décision sous ce rapport. Votre opinion ?**

-- La Mauritius Bankers Association a raison. Premièrement, la marge de taux d'intérêt, c'est-à-dire la différence entre le taux d'intérêt à l'emprunt et le taux d'intérêt à l'épargne, dépend largement du niveau de profitabilité de la banque. Certaines banques sont très profitables, d'autres peu profitables. Les marges sont très variées parmi les différentes banques. Celle qui applique une grande marge est plus en mesure de la réduire.

Deuxièmement, le taux d'intérêt a été libéralisé depuis longtemps. Troisièmement, beaucoup de banques internationales opèrent maintenant chez nous, et leur politique de taux d'intérêt est déterminée par la maison-mère.

De manière générale, le taux d'intérêt à l'emprunt est ajusté selon la capacité de remboursement de l'emprunteur et selon la viabilité de son projet. Plus le risque d'insolvabilité est grand, plus le taux d'intérêt est élevé.

*** Eu égard « au seul point noir (qui) demeure l'inflation », M Sithanen affirme qu'on ne peut pas gagner sur tous les fronts, alors que M Lutchmeenaraidoo soutient que le budget est annonciateur d'une année difficile car « la hausse des prix continuera des plus belles ». Qui a raison ?**

-- En tant qu'économiste, je dirais qu'une économie peut très difficilement concilier les quatre grands équilibres du carré magique : croissance soutenue, plein emploi, stabilité des prix et équilibre budgétaire. Généralement, on arrive au mieux à réaliser trois de ces quatre objectifs.

L'inflation est certainement le plus gros problème du moment. Mais c'est surtout une inflation par les coûts : le cours du brut vient de dépasser les US\$ 70 dollars le baril, le fret maritime et aérien augmente, et les prix des aliments prennent l'ascenseur. Le prix mondial du blé a doublé avec des répercussions inévitables sur les prix du lait, du fromage, du yaourt, du beurre, du poulet et du boeuf. Le prix international du lait a grimpé de 60%.

Seule une appréciation de la roupie peut limiter cette inflation importée. Mais un pays ne saurait éternellement compter sur les investissements étrangers pour voir sa monnaie s'apprécier. Il doit travailler à rehausser la compétitivité de ses exportations. Il doit aussi développer son agro-industrie sur une plus grande échelle.

*** Pour démontrer que la situation économique est vraiment dramatique, M Lutchmeenaraidoo lance un appel aux riches pour aider ceux dans le besoin au niveau des quartiers. Est-ce aussi dramatique que cela ?**

-- La situation économique est difficile, mais pas dramatique. Lorsqu'un pays passe par des moments difficiles, quelques actions de solidarité de la part des riches ne sont pas de trop. Nous sommes tous condamnés à vivre sur une même île, et elle est très petite. Nul ne peut vivre entouré de misère. Il y va de l'image même de l'île Maurice en tant que destination de haut de gamme avec ses villas IRS.

*** Au fait, l'inflation demeure-t-elle le seul point noir ? Qu'en est-il de l'endettement ? M Lutchmeenaraidoo soutient que le gouvernement continue à s'endetter, hypothéquant ainsi les générations futures...**

-- Tant qu'il existe un déficit budgétaire, le montant de la dette gouvernementale s'accroîtra. La dette gouvernementale n'est que l'accumulation des déficits budgétaires au cours des années passées.

Cependant, on évalue l'évolution de la dette gouvernementale par rapport au produit intérieur brut (PIB). Une des règles d'or des finances publiques est que le ratio dette/PIB doit baisser, c'est-à-dire que le gouvernement doit s'endetter moins vite que le rythme de la production nationale. C'est ce qu'indique les chiffres officiels : ce ratio tombe de 58,5% en juin 2005 à 54,9% en juin 2007.

Maintenant, si l'on ajoute la dette domestique et la dette extérieure des corps paraétatiques à la dette gouvernementale, on a la dette du secteur public : celle-ci passe de 73,2% du PIB en juin 2003 à 62,8% en juin 2007. On est proche de la norme de l'Union européenne, qui est de 60%.

*** Le plein emploi dans 3-4 ans est-elle vraiment envisageable ?**

-- Selon le Bureau central des statistiques, le taux de chômage remontera à 9,3% en 2007 après avoir reculé à 9,1% en 2006. Comment expliquer ce revirement ? Il faut faire ressortir qu'un total de 17 700 emplois ont été créés en deux ans (2006 et 2007), contre 14 000 emplois en quatre ans (2002 à 2005).

L'année dernière, on a eu une création nette de 8 900 emplois, dont seulement 100 sont allés aux étrangers. Mais cette année, 3 300 des 8 800 emplois créés sont pris par les étrangers. Si tous ces 8 800 emplois avaient été aux Mauriciens, le taux de chômage aurait été de 8,7%.

Pour les économistes, il y a plein emploi quand le taux de chômage tourne autour de 3%. On sait que la population active augmente de 7 500 personnes en moyenne chaque année. Pour atteindre le plein emploi dans 3 ans, il faudra créer environ 60 000 emplois pour les Mauriciens.

Rama Sithanen dit avec confiance que 70 000 emplois seront créés. Je ne suis pas autant sûr que lui parce que, pour y arriver, il faudra trouver des emplois de masse pour les gens non qualifiés. Si l'on parvenait à créer 40 000 emplois pour les Mauriciens, on aurait un taux de chômage de 6%, ce qui serait déjà une belle réalisation.

*** L'amélioration des indicateurs dans les principaux secteurs de l'économie fait dire au ministre des Finances que « confidence is back ». D'autres parlent déjà de « boom économique » d'ici 2-3 ans. Propagande ou réelle possibilité ?**

-- Juste après la présentation du budget de l'année dernière, j'avais donné une interview à *L'Hebdo* pour dire que j'entrevois un boom de notre économie en 2010. Le budget de cette année me réconforte dans mes convictions que notre pays connaîtra un boom économique d'ici 2010.

Les conditions en sont réunies : fiscalité très légère, facilitation administrative des affaires, ouverture de notre économie, investissements directs étrangers en

hausse constante dans les prochaines années, assainissement des finances publiques et, *last but not least*, un gouvernement fort.

Contrairement au précédent boom, qui était tributaire d'un seul secteur (le textile), le prochain boom proviendra de plusieurs pôles de croissance : la pêche, le textile, le tourisme, la finance, les technologies de l'information et de la communication, l'externalisation, l'immobilier et l'industrie biomédicale. Le ministère des Finances prévoit une croissance de 6,4% en 2010. C'est moins que 7%, mais ce sera une croissance étendue dans toute l'économie. Reste à savoir si elle serait équitablement partagée.

*** On affirme que face aux exigences de l'Etat pour les milliers d'arpents de terre réclamés et la semaine de 40 hres dans l'industrie sucrière, les grands opérateurs se penchent de plus en plus vers leur désengagement du secteur sucre. Comment réagissez-vous à cela ?**

-- Il serait malheureux qu'on en arrive là. Je ne crois pas que les grands propriétaires sucriers sont sourds aux demandes du gouvernement de donner entre 1 500 et 2 000 arpents de terre à l'Etat. Ils veulent une situation gagnant-gagnant.

Le gouvernement doit savoir négocier habilement. Pour cela, il faut un dialogue franc et constructif entre les deux parties. Et puis, le gouvernement doit venir avec des projets précis pour dire ce qu'il compte faire avec tous ces arpents de terre.

*** La démocratisation de l'économie, cheval de bataille de l'Alliance sociale durant la dernière campagne électorale, se résume aujourd'hui à l'encouragement aux PME à prendre avantage des possibilités dans l'exploitation de la 'land-based oceanic industry' et la possibilité accordée aux petits et moyens planteurs de s'engager dans l'IRS. Le gouvernement aurait-il pu faire davantage ?**

-- Le gouvernement doit faire plus que ça. J'ai toujours dit que ce qui manque aux petites et moyennes entreprises (PME), ce n'est pas le financement ou des techniques de gestion, mais ce sont des marchés. C'est la vente qui fait prospérer une entreprise.

Cherchons d'abord à ouvrir le marché domestique avant de penser à promouvoir l'exportation. Afin de développer le secteur des PME, il n'y a pas trente-six solutions : l'Etat doit contraindre – je n'ai pas dit "obliger" – les grandes entreprises à sous-traiter avec les PME. Pour cela, il faut passer par la législation.

Je ne crois pas du tout que l'économie mauricienne se démocratisera spontanément, sans aucune intervention de la part de l'Etat. Il existe une

manière simple et logique de le faire : que la sous-traitance à une PME devienne un critère pour être éligible à des contrats publics, à condition bien sûr que cette PME ne fasse pas partie du groupe auquel appartient celui qui sous-traite. Et puisque les contrats publics valent des millions de roupies, il faudra évidemment appliquer un seuil minimum sur la valeur des contrats de sous-traitance.